



NOUVELLE SÉRIE Vol. 5, No 10 OCTOBRE 1974  
Publié avec l'aide financière de l'UNESCO; paraît mensuellement

## **Point de vue**

### **Conférence mondiale sur la population**

Du 19 au 30 août 1974, une conférence s'est tenue à Bucarest, en Roumanie, qui aurait dû avoir une portée considérable pour l'humanité tout entière. La Conférence mondiale sur la population — la première du nom — devait offrir aux gouvernements l'occasion d'examiner officiellement des questions de politique démographique globale. On pouvait penser que si la Conférence avait été préparée et tenue à grands frais, c'était que les nations avaient enfin admis la réalité d'une crise démographique, et pris conscience de la nécessité de prendre d'urgence des mesures internationales pour empêcher que de graves conséquences n'en résultent. Pourtant, les documents de la Conférence ne reflètent guère cette urgence.

La Conférence avait pour but principal d'examiner — avec l'espoir qu'il serait éventuellement adopté — un projet de Plan d'action sur la population mondiale. Ce plan est l'aboutissement de deux années d'efforts et de « consultations approfondies... du Secrétaire général de la Conférence avec les gouvernements, la Commission démographique des Nations Unies, des organisations internationales, ainsi que des experts, des universitaires, et divers groupements intéressés ». C'est un effort méritoire en vue d'aboutir à un compromis entre des vues diamétralement opposées — compromis qui n'offenserait personne, et où chacun trouverait en partie satisfaction. En dépit de son innocuité, le plan a suscité de violentes réactions chez certains participants, et a été rejeté en bloc par certaines nations.

Le projet de ce plan se proposait comme premier objectif « étendre et approfondir l'aptitude des nations à résoudre de façon efficace leurs problèmes démographiques nationaux et subnationaux, et promouvoir des solutions appropriées à leurs besoins, à l'échelle internationale, en multipliant les activités de recherche, l'échange des informations, et en offrant une assistance sur demande ». Les propositions faites en ce sens étaient certainement des plus modestes, et se fixaient des objectifs apparemment fort louables, comme une plus grande espérance de vie dans les pays en voie de développement, la réduction de la mortalité infantile, et l'assistance pour réduire le taux de croissance de la population dans les pays qui le désirent, sans pour autant intervenir chez les autres. La proposition la plus hardie était peut-être celle qui pressait les nations de rendre accessibles à tous ceux qui le souhaitent — si possible d'ici 1980, mais pas plus tard que 1985 — « l'information et l'éducation nécessaires sur le planning familial, avec les moyens de le mettre en pratique de façon efficace, conformément à leurs propres normes culturelles ». Cette proposition peut à peine être considérée comme une mesure de limitation de la

croissance démographique, et ne suggère pas que le droit de la femme à l'avortement pourrait être lui aussi reconnu d'ici 1985. Pourtant, elle a soulevé un tollé général.

L'opposition au projet de Plan s'est manifestée de toute part. Certains pays du tiers monde ont été d'avis que le plan détournait l'attention et les ressources d'injustices mondiales autrement sérieuses, et de la nécessité d'accélérer le développement économique de leur pays. Ils considèrent qu'en allouant plusieurs millions de dollars au planning familial, on s'attaque à un symptôme — la croissance démographique rapide — et non à la racine du mal — la pauvreté. Ils ont également souligné que le plan se référait peu à la croissance démographique et à la consommation dans les pays développés, qu'ils considèrent comme des facteurs primordiaux du déséquilibre mondial entre les peuples et les ressources.

La délégation chinoise a dit très clairement que d'après elle, la surpopulation, le manque de denrées, la rareté des ressources, étaient le fruit de la société capitaliste. Avant la révolution, la population chinoise était de 500 millions d'habitants; elle est aujourd'hui de 800 millions. Autrefois, la faim, la pauvreté, le dénuement sévissaient; ils ont été éliminés. Mais la Chine n'a pas souligné que son programme de contrôle de la croissance démographique est des plus complets. Plusieurs autres pays socialistes ont nié avoir des problèmes démographiques. Ainsi, la Roumanie encourage activement les familles nombreuses, car elle souhaite une augmentation de sa population.

A l'inverse, l'Inde, l'Indonésie, et la plupart des nations formées par des îles, reconnaissent avoir de sérieuses difficultés, et demandent une assistance. Fidji a souligné le succès de son programme de planning familial, et a offert son assistance aux autres îles du Pacifique. Il est intéressant de noter que Cuba, qui a le taux de croissance démographique le plus bas d'Amérique latine, et l'un des plus faibles pour la mortalité infantile et maternelle, a été le premier pays socialiste à signer un accord avec le Fonds pour les activités démographiques des Nations Unies, afin d'améliorer les services de contraception et les soins à la mère et à l'enfant.

Les organisations féminines ont marqué une vive opposition au projet qui, selon elles, n'attache pas assez d'importance aux droits de la femme, et qui a tendance à réduire celle-ci au rôle de mère de famille et de femme au foyer. Des facteurs importants de la réduction de la croissance démographique seraient des chances égales devant l'instruction et l'emploi, ainsi que des prestations sociales. Plusieurs associations féminines ont réclamé le plein accès des femmes à l'information et aux moyens de limiter la taille de leur famille, notamment par la contraception et l'avortement. Un réseau mondial de femmes est en train de se former pour aider les femmes de divers pays à atteindre ces objectifs.

Si bon nombre des objections énumérées ci-dessus me paraissent bien fondées, il en est d'autres qui ressortent des documents préparatoires de la Conférence et du projet de Plan. L'une d'entre elles est l'accent qui est mis sur le phénomène de « retard démographique », ou inertie démographique qui affecte toute population croissante. Ce concept est important, car il montre bien que même si l'on réduit la fécondité, et par conséquent le taux des naissances, la population continuera d'augmenter, du fait que les enfants nés auparavant en grand nombre, atteindront eux aussi l'âge d'avoir des enfants. Ainsi, même avec une soi-disant « croissance démographique zéro » de deux enfants par couple, la population de nombreux pays continuera d'augmenter jusqu'à ce que la pyramide des âges s'équilibre à un nouveau niveau de natalité et de mortalité. Toutefois ce point de vue donne l'impression fautive que la croissance démographique est inévitable, et il constitue ce que j'appellerais une source d'erreurs dans les estimations des Nations Unies quant à la population de l'an 2000. Ainsi, d'après certains articles, la population mondiale de cette époque sera de 7 milliards d'individus, et l'on ne pourra espérer la stabiliser avant que le chiffre

de 12 milliards soit atteint, même si le planning familial et la régulation des naissances sont devenus pratiques courantes.

Les documents des Nations Unies ne soulignent pas qu'en réduisant fortement la fécondité, la croissance démographique peut être arrêtée plus rapidement, comme c'est d'ailleurs déjà le cas dans certains pays. En outre, on n'estime pas à sa juste mesure le fait que la croissance démographique s'arrêtera brutalement si l'on ne trouve pas le moyen de nourrir ceux qui en ont maintenant désespérément besoin. Si 70 millions de personnes meurent de faim et de maladie en Asie et en Afrique — ce qui n'est pas improbable — il n'y aura pas cette année d'augmentation de la population. Une telle mortalité créerait des conditions d'instabilité susceptibles de rompre des systèmes économiques déjà précaires, et de provoquer une situation chronique empêchant toute croissance démographique pour plusieurs années.

Les statisticiens qui calculent les estimations quant à l'avenir des ressources alimentaires, énergétiques, et minérales du monde, semblent provenir d'un groupe d'« optimistes technologiques », que les Nations Unies ont en réserve. Ainsi, la déclaration faite dans un document préparatoire selon laquelle on peut certainement produire suffisamment de nourriture pour 30 ou 40 milliards de personnes, alors que le monde actuel ne peut assurer la subsistance de moins de 4 milliards, semble pour le moins irresponsable. Jusqu'à ce que nous soyons capables d'assurer la subsistance de la population actuelle, nous devrions faire preuve de plus de prudence avant de proclamer notre capacité d'en nourrir beaucoup plus. On n'a pas non plus insisté sur le prix que l'économie, l'énergie et l'environnement auraient à payer si l'on voulait ne serait-ce que doubler la production mondiale de nourriture.

Les documents témoignent de bien trop d'optimisme quant aux disponibilités en matières premières et à leur transformation en énergie. On ne s'arrête pas suffisamment sur la quantité d'énergie toujours plus grande, nécessitée par l'extraction des minéraux de gisements toujours plus dispersés. On nous pousse à utiliser comme source d'énergie le pétrole, le charbon, la fission nucléaire, tandis que l'exploitation de l'énergie solaire est reportée à un avenir lointain, et que la conservation de l'énergie reçoit peu d'attention.

Si la préparation des documents de la Conférence ne s'est pas faite à partir d'une vision d'ensemble, elle présente un autre défaut plus grave encore, celui de minimiser les problèmes auxquels l'humanité est actuellement confrontée, et qui risquent encore d'empirer. Avant même d'être dilué, le Plan d'action sur la population mondiale était déjà trop limité et trop tardif pour remédier utilement à la situation présente.

La Conférence de Bucarest, comme celle de Stockholm, a mis en présence des représentants de différents pays qui ont ainsi pu confronter leurs points de vue ; c'était peut-être là son plus grand intérêt. Au cours de la conférence officielle, comme dans toute assemblée convoquée par les gouvernements, on a passé rapidement sur la faillite ou l'absence de politiques gouvernementales en la matière, quand on ne les a pas purement et simplement omises. Les expédients prennent le pas sur les solutions réelles aux problèmes non moins réels. La vérité a rarement trouvé place autour du tapis vert. Nous attendons maintenant le prochain Congrès sur l'Alimentation mondiale, qui doit se tenir à Rome en novembre. Il arrive déjà trop tard. En résultera-t-il également trop peu ?

Raymond F. Dasmann

### **Note complémentaire sur les forêts tropicales humides**

L'année prochaine, la forêt tropicale humide sera au centre de l'attention mondiale. Une campagne spéciale de l'UICN et du WWF, ainsi qu'une session technique de l'Assemblée générale s'y consacreront particulièrement.

Ce type de forêts fera l'objet d'une conférence mondiale organisée par la FAO en 1975, et figure actuellement au nombre des principaux projets du programme MAB de l'UNESCO. L'importance primordiale de ces forêts a été soulignée dans de précédents numéros du Bulletin.

Il ne faudrait pas que l'attention internationale, après s'être concentrée pendant une année, se relâche par la suite, et ne soit qu'un feu de paille. 1975 doit au contraire marquer le début d'une ère d'efforts soutenus en vue d'une planification soignée destinée à assurer une utilisation raisonnable de ces vastes étendues et de leurs ressources naturelles.

On s'efforce à l'heure actuelle de réunir toutes les données disponibles sur plusieurs points : étendue totale des forêts, nombreuses variétés des cinq continents, nature des sols et altitude, régions occupées, espèces animales et végétales qui s'y trouvent, bois et autres produits de la forêt qu'elles renferment, capacité de continuer à produire régulièrement du bois, possibilités d'agriculture stable sur leurs sols, régions représentatives ou uniques qui n'ont pas encore été exploitées par l'homme, et dont il conviendrait de sauvegarder et de protéger de larges échantillons pour en faire des parcs nationaux ou des réserves.

Cependant, il est clair que les connaissances dont on dispose actuellement sont insuffisantes pour que l'on puisse prendre les meilleures décisions : on ne connaît pas, par exemple, la superficie totale de ces forêts. Les éléments de la liste ci-dessus, et bien d'autres encore, sont malheureusement très incomplets.

Les recherches à effectuer dans ce sens offrent une excellente opportunité de faire fonctionner la coopération internationale. Il faut espérer que le PNUE classera une telle action comme hautement prioritaire et encouragera tous les organismes concernés à mettre au point et à appliquer un programme bien planifié. Celui-ci devrait non seulement combler les lacunes de notre connaissance de l'état actuel de la forêt tropicale, mais devrait aussi surveiller constamment les changements qui se produisent, et qui se produiront encore à l'avenir.

Toutefois, il faut faire preuve d'une certaine prudence. La technologie moderne permet de recueillir une moisson considérable de faits et de chiffres qui ne sont pas toujours utiles. En l'occurrence, user sans discernement d'instruments permettant de recueillir des données à distance, comme les satellites ou les ordinateurs, risque de donner des résultats simplistes. Ces instruments sont précieux et souvent essentiels pour assurer une surveillance adéquate des changements qui s'opèrent dans la forêt tropicale, mais toute planification doit être soigneusement conçue de manière à fournir les éléments qui sont réellement nécessaires pour prendre les décisions adéquates, de la manière la plus directe et la plus économique. La fin ne doit pas être tributaire des moyens. L'UICN a fait sienne cette cause, et souhaite être étroitement associée à la planification.

## **Activités du Programme**

### **L'avenir des Alpes**

L'une des mesures réclamées au cours du Symposium sur l'Avenir des Alpes, est l'arrêt temporaire de tout nouveau développement des régions alpines — exception faite des activités traditionnelles telles que l'agriculture, la sylviculture et le pâturage — afin de laisser à la planification et à la conservation le temps de rattraper l'urbanisation.

Cette mesure de protection est l'une des nombreuses directives destinées à freiner la dégradation des Alpes, qui ont été prises par les quelque 400 participants venus de la République fédérale d'Allemagne, d'Autriche, de France, d'Italie, de Suisse et de Yougoslavie, pour se réunir à Trente en Italie, du 31 août au 7 septembre dernier.

Le Symposium sur l'Avenir des Alpes, patronné notamment par l'UICN et le WWF, réunissait pour la première fois des scientifiques, des planificateurs, des hommes politiques, des administrateurs, des juristes, et des responsables des décisions, qui ont examiné de concert les problèmes alpins.

Les recommandations, présentées sous forme d'un Plan d'action, reposent sur un fondement solide ; elles ont une grande portée, et englobent tous les problèmes de la région alpine dus à la croissance démographique, à l'expansion économique, et à l'avance technologique.

Les discussions ont abouti à une longue liste de directives et propositions spécifiques groupées en trois parties : planification, management et utilisation des ressources, protection de la nature et des ressources naturelles. L'accent a été mis sur plusieurs points importants : nécessité d'éveiller l'intérêt et d'obtenir la coopération active des populations de la région alpine ; respect de facteurs écologiques fragiles lors de la planification du développement, qui doit en outre limiter la prolifération des travaux réalisés par l'homme, surtout s'il s'agit de complexes touristiques mal conçus ; protection de la flore, de la faune, et de nouvelles régions naturelles ; renversement de la tendance actuelle à l'abandon de l'habitat en montagne, et des modes de vie traditionnels qui ont assuré pendant des siècles un juste équilibre entre l'homme et l'environnement.

La liste des directives et des recommandations spécifiques sera publiée dans les trois langues du Symposium : l'allemand, le français et l'italien.

Le plan d'action se termine par une partie consacrée à son application ; on y réclame une large information du public, un même programme d'éducation dans les différentes langues de la région alpine, l'intensification de la recherche, l'harmonisation des mesures légales et administratives, l'adoption de normes et d'outils communs : cartes, etc., la participation du public, et bien sûr une étroite coopération intergouvernementale.

Il a été instamment demandé aux organisations non gouvernementales qui se consacrent à la nature et à la conservation de l'environnement, d'instituer des comités nationaux afin de promouvoir le Plan d'action et de suivre ses progrès. Les comités nationaux devraient être coordonnés au niveau international par la Commission internationale pour la protection des régions alpines (CIPRA) ; des consultations périodiques doivent avoir lieu par le canal de cette organisation.

Le Plan d'action doit être considéré comme un premier pas, car pour qu'il soit réellement efficace, il faut encore que les pays concernés l'approfondissent et l'appliquent.

L'UICN et le Club alpin italien (CAI) ont été les principaux organisateurs du Symposium. Les comités d'organisation comprenaient le WWF, la CIPRA, Eurégion Alpina, l'Union internationale des associations d'alpinisme (UIAA), et le Festival international du film de montagne et d'exploration, Trente. L'UNESCO et la Fédération internationale d'architectes-paysagistes patronnaient la réunion en coopération avec les secrétaires de la Commission économique pour l'Europe et du Conseil de l'Europe.

### **Un séminaire sur l'éducation s'est tenu en Afrique orientale**

Un séminaire pilote sur la méthodologie de l'éducation mésologique en Afrique orientale a eu lieu sous l'égide de la Confédération mondiale des Organisations de la Profession enseignante (CMOPE) et de l'UICN, à Mombasa, Kenya, du 27 août au 4 septembre dernier.

Au nombre des 30 experts africains qui ont participé au séminaire, il y avait des fonctionnaires importants des différents ministères de l'éducation nationale, des professeurs, des éducateurs, et des dirigeants d'organisations nationales de professeurs venant d'Ethiopie, du Kenya, de Tanzanie, et d'Ouganda. On notait également

la présence d'observateurs du PESA (Programme d'enseignement scientifique pour l'Afrique), du PNUE et de l'UNESCO ; des consultants représentaient l'ATEA (Association for Teacher Education in Africa) et une organisation américaine, le TETE (Total Education in the Total Environment).

Les participants ont examiné systématiquement une méthode mise au point et appliquée par le TETE, qui décrit et interprète l'interaction de l'homme et de son environnement immédiat, afin de mieux comprendre son impact sur l'environnement global. La méthode a été expliquée en détail aux participants, qui ont pu en outre suivre des démonstrations, des films, discuter en groupes restreints, et échanger leurs points de vue.

Les participants ont reconnu que l'Amérique du Nord a une manière de poser les problèmes mésologiques, qui paraît offrir un dénominateur commun pour toutes les nations en voie de développement ; elle est d'ailleurs utilisée en partie, à tous les niveaux de l'enseignement en Afrique orientale.

On s'est en outre accordé sur la nécessité d'enseigner les relations de l'homme et de son environnement, comme un tout. Cette idée a déjà fait son chemin ; elle est même parfois en très bonne voie, comme en témoignent le plan d'éducation intégrée de l'ATEA, les recommandations sur l'environnement prises en 1973 en Ethiopie, lors du séminaire sur les programmes d'enseignement, et le projet Namutamba adopté en Ouganda, qui est hautement innovateur. Le séminaire a recommandé qu'une des organisations professionnelles des pays africains concernés fasse l'inventaire de ces réalisations.

Le TETE, par l'adoption de l'approche globale de l'environnement, montre ce qu'il est possible d'accomplir en intégrant l'école et l'environnement. Les participants ont vite compris l'intérêt de la méthode, et l'ont discuté en fonction de la situation prévalant dans leur propre pays.

Il a été recommandé que la méthode utilisée pour enseigner l'environnement ne soit pas un fardeau supplémentaire pour des structures éducatives déjà chargées. Il s'agit plutôt de l'intégrer aux unités de recherches, au vu de l'expérience obtenue dans les institutions d'éducation, et qui inclut activement le professorat organisé à tous les niveaux.

Le séminaire a demandé aux Ministères de l'éducation des différents pays d'élaborer des directives claires et spécifiques pour l'enseignement sur l'homme et l'environnement ; ces directives contribueront au plan de développement national de chaque pays. On a en outre souligné que les efforts locaux ne pourront être réellement coordonnés que s'ils sont dirigés par une direction reconnue.

Le séminaire a suggéré que le PNUE entreprenne une action de soutien : le PNUE pourrait s'attacher tout spécialement aux trois points suivants : 1) propositions d'actions spécifiques émanant des Ministères de l'éducation (les propositions faites à Mombasa ont des buts complémentaires et à long terme) ; 2) proposition régionale africaine coordonnée, au niveau non gouvernemental, soumise en commun par les organisations professionnelles d'Afrique ; 3) proposition d'ensemble pour la recherche dans les sciences de l'environnement, et création d'une unité d'enseignement dans une université africaine. On a également émis l'idée que le PNUE pourrait patronner un programme d'enseignement destiné aux professeurs.

### **L'ouvrage relatif au Symposium sur les ongulés est enfin paru**

Un Symposium international sur « le comportement des ongulés en liaison avec le management » s'est tenu en novembre 1971 à l'Université de Calgary, dans l'Alberta, Canada, sous l'égide de l'UICN, du PBI, de l'UNESCO, du Service des parcs nationaux et histori-

ques (Département des affaires indiennes et du Nord canadien), et du Centre des sciences de l'environnement de l'Université de Calgary. Le thème a été largement débattu, et l'on a conclu à sa grande importance pour l'avancement de la connaissance des ongulés, de leur conservation et de leur management. Malheureusement, la publication des débats ayant été reportée, tous ceux qui n'avaient pas pu assister au Symposium, ne le savent que par oui-dire.

Nous sommes heureux d'annoncer que les communications présentées au Symposium de Calgary sont maintenant disponibles. Elles sont réunies en deux tomes portant le No 24 dans les « publications nouvelles séries » de l'UICN. Les commandes peuvent être passées à l'UICN, Morges, pour US \$ 15.

Les rédacteurs scientifiques sont V. Geist et F. Walther, et la rédaction finale de Sir Hugh Elliott assisté de Linda Jones. Les deux volumes se composent d'une courte introduction par les rédacteurs scientifiques, des 56 communications présentées au Symposium, de la liste des auteurs et d'un index des ongulés, soit 941 pages. Les sujets sont très variés, l'accent étant mis sur le comportement des ongulés, cependant, certaines communications portent essentiellement sur l'écologie ou le management.

Les textes portant sur les mœurs des ongulés vont de considérations générales, sur le comportement social et l'organisation, à une étude plus détaillée sur les mœurs sexuelles et maternelles, la communication, la locomotion, le repos, le marquage, le territoire, et les déplacements. Les communications reliant le comportement à l'écologie et au management sont presque toutes rassemblées dans le deuxième volume.

Les textes proviennent de partout, et l'index des ongulés étudiés remplit cinq pages. Il est impossible de résumer le Symposium, car les points les plus importants sont tout simplement trop nombreux. Le domaine qui m'intéresse plus particulièrement est abordé largement, et il me semble que toute personne intéressée de près ou de loin par les ongulés trouvera des renseignements précieux dans les diverses communications. On doit ici féliciter les rédacteurs scientifiques et tous ceux qui ont mis cet ouvrage en chantier, car ils ont mené à bien une tâche monumentale.

R. F. Dasmann

## Notes sur la conservation

### Dissolution du CSPBI

Le Comité spécial du Programme biologique international, créé en juillet 1964, a été dissous le 30 juin dernier. Tous les comités ont cessé de fonctionner à cette date.

Le nouveau Comité des publications du PBI, créé le 1<sup>er</sup> juillet, fonctionnera jusqu'à la fin de 1976. Il est composé du professeur F. Bourlière, des responsables chargés des convocations des sections PT, PP, PF, PM, HA, des Drs. E. B. Worthington et R. W. Keay, et du secrétaire général du CIUS. L'adresse est la suivante : c/o Linnean Society of London, Burlington House, Piccadilly, London, W.1.

### Les Pays-Bas prennent une décision concernant le canal Dollard

Le gouvernement a décidé de faire passer le canal Dollard dans la mer de Wadden, derrière la digue et non dans la région de Dollard elle-même, qui est un habitat d'importance internationale pour la sauvagine. Cette région tranquille, soumise aux marées, présente, par la prédominance d'eau saumâtre, une communauté animale et végétale sans pareille.

### Une université du Costa Rica prévoit l'ouverture d'une école supérieure des sciences de l'environnement

La sensibilisation du public à la conservation et à l'environnement s'est considérablement accrue ces dernières années au Costa Rica, et porte maintenant ses fruits. L'une des deux universités du pays se propose d'ouvrir en 1975 une faculté ou une école supérieure des sciences de l'environnement qui traitera de la conservation de la nature, de la pollution, et d'autres questions du même ordre.

### Nouveau parc national à Sabah

Le gouvernement de Sabah, en Malaisie de l'Est, a institué l'île de Pulau Gaya comme parc national, pour protéger les derniers vestiges de forêt primaire humide de la région.

Le parc, qui porte le nom d'un ancien premier ministre malaisien, Tunku Abdul Rahman, renferme une flore très riche, dont une espèce de *quassia* appartenant à un sous-genre connu auparavant seulement en Amérique latine. L'île a sur ses plages une flore non perturbée, ce qui est rare sur les côtes de Sabah; elle a en outre de longs récifs coraliens.

### Extension de parcs protégés en Italie

Les autorités régionales du Piémont ont interdit la chasse sur 2400 ha dans la vallée d'Orco, entre les parcs nationaux de Gran Paradiso en Italie et de La Vanoise en France. Cette nouvelle protection permet aux animaux sauvages de traverser la frontière en toute sécurité sur 14 km.

C'est la deuxième mesure de cet ordre que les autorités régionales italiennes prennent en faveur de la faune de Gran Paradiso; il y a quelques mois, les autorités de la vallée d'Aoste avaient interdit la chasse sur 1200 ha du Valsavaranche.

### Charles A. Lindbergh

Charles A. Lindbergh est décédé en août dernier aux Etats-Unis, à l'âge de 72 ans. Pionnier de l'aviation dont les exploits ont contribué à faire progresser l'humanité, il s'était également fait le champion de la conservation de la nature.

M. Lindbergh, qui était membre consultant de la Commission du service de sauvegarde, et membre du Conseil de fondation du WWF, s'était rendu plusieurs fois à Morges. Si son nom reste indissolublement lié à l'aviation, M. Lindbergh n'en était pas moins profondément concerné par la conservation de la nature, comme en témoigne sa contribution exceptionnelle à la sauvegarde d'espèces en danger comme le rhinocéros de Java d'Indonésie, le tamarao, l'aigle mangeur de singes des Philippines et les grands cétacés.

L'UICN et le WWF déplore la disparition d'un distingué confrère, dont les paroles continueront d'être une source d'inspiration : « Je ne crois pas qu'il y ait une notion plus importante que celle de la conservation, si ce n'est celle de la survie de l'humanité; mais les deux notions sont si étroitement liées, qu'on ne peut guère les séparer l'une de l'autre. »

## BULLETIN UICN

Publication mensuelle de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources bénéficiant de l'appui financier de l'Unesco. Subvention de l'UNESCO 1974 DG/2.1/414/39.

Tous les textes peuvent être reproduits sous réserve de mention spéciale. La rédaction serait reconnaissante de recevoir les textes reproduits en deux exemplaires.

Les personnes désireuses de faire paraître des articles dans le bulletin sont priées d'écrire à la rédaction.